



*Observatoire de la Turquie
14^e séminaire*

**La perspective d'un retour de l'Iran sur la scène internationale :
quelles conséquences au niveau régional et pour la Turquie ?**

Paris, 28 octobre 2015

autour de
François NICOULLAUD
Ancien ambassadeur de France en Iran

et de
Kadri GÜRSEL
Journaliste (*Al Monitor, Diken*)

Animé par
Didier BILLION
Directeur adjoint de l'IRIS

*Dans le cadre de l'Observatoire de la Turquie
de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie
Ministère de la Défense*



Propos liminaires – Didier Billion

Depuis quelques mois, l'actualité politique au Moyen-Orient apparaît comme une suite de déconvenues, de reculs et la région semble s'enfoncer dans le chaos politique tous les jours un peu plus.

Une des seules bonnes nouvelles de ces dernières semaines est assurément la signature de l'accord sur le nucléaire avec l'Iran et la perspective de la réintégration pleine et entière de ce pays dans le jeu régional et international.

L'expression « Accord historique », maintes fois répétée, est souvent utilisée à tort et à travers, mais, dans le cas qui nous intéresse, elle est, semble-t-il, parfaitement pertinente. Après de longues négociations, qui ont *de facto* commencé en 2003, l'Iran et les membres permanents du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies plus l'Allemagne (le 5+1) sont enfin parvenus, le 14 juillet 2015, à un accord détaillé permettant à Téhéran de développer son industrie nucléaire civile et de voir levées les sanctions internationales à son encontre, mais bloquant pour au moins dix ans toute possibilité de programme nucléaire militaire.

Bonne nouvelle, car cela constitue tout d'abord une victoire de la diplomatie, de la négociation, de la volonté politique, ce qui devient une pratique rare dans la région et, ensuite, car c'est la fin, probable, de l'ostracisme qui visait ce grand pays et des conséquences préoccupantes, notamment économiques, dont sa population était la principale victime

L'accord a été dur à atteindre. On sait qu'au niveau régional, des Etats y étaient violemment hostiles, tout particulièrement Israël et l'Arabie saoudite. Au niveau de quelques autres Etats (Etats-Unis, France notamment) les différentes variétés du néo-conservatisme étaient à la manœuvre pour tenter de bloquer un compromis. Il n'empêche, le processus a été à son terme.

Il s'agit maintenant d'en évaluer les conséquences :

- comment peut-on imaginer les étapes de la réinsertion de l'Iran dans la région ?
- comment peut-on mesurer les obstacles qui ne manqueront pas de surgir ?
- les enjeux de politique intérieure en Iran – élections législatives en 2016 – constitueront-ils un paramètre déterminant pour le déploiement régional de l'Iran ?
- et surtout, quels sont les impacts sur les équilibres et l'évolution des rapports de force dans la région ?

Ces interrogations posent la question de la politique et du rôle de la Turquie dans ce processus.

On peut à ce titre noter, pour mémoire, que les relations historiques entre Ankara et Téhéran ont d'une part su éviter les affrontements armés depuis la délimitation du tracé des frontières en 1639 par le traité de Zohab (même si il y eut une brève incursion ottomane dans l'Empire perse en 1724...), et ont d'autre part toujours été empreintes d'une véritable méconnaissance, voire d'une incompréhension ou pire d'une forme de méfiance.

Deux questions principales se posent alors :

- comment évaluer la politique régionale de la Turquie ? Au-delà des déclarations nettes et claires d'approbation de l'accord du 14 juillet, n'y a-t-il pas, aux yeux des autorités politiques d'Ankara, la vive crainte de voir s'imposer un sérieux concurrent au Moyen-Orient, au Caucase, en Asie centrale ?
- doit-on, ou non, considérer, comme certains l'analysent, qu'il existe une forme de « sunnitisation » de la politique extérieure de la Turquie. Si nous ne sommes pas véritablement convaincus par ce point de vue, force est de constater que la gestion du dossier syrien par Recep Tayyip Erdoğan pose pour le moins question. Ainsi, le soutien assumé à l'Armée de la conquête, conjointement avec l'Arabie saoudite et le Qatar, ou encore son appui affirmé à l'intervention saoudienne contre le Yémen et sa mise en garde à ce propos contre la politique expansionniste de l'Iran laisse, *a minima*, perplexe.

Voici quelques-unes des questions que nous allons aborder lors de cette 14^e session de l'Observatoire de la Turquie.

Synthèse des thèmes abordés par François Nicoulaud

L'Iran et la Turquie sont deux pays importants, interdépendants, semblables à deux frères jaloux qui se surveillent sans cesse, sans jamais toutefois franchir la ligne rouge qui entraînerait une situation de crise. Avec l'Arabie saoudite, ils jouent un rôle fondamental dans les évolutions de la région dont les nombreux problèmes ne pourront être résolus si ces trois pays ne parvenaient à se mettre d'accord.

Accord sur le nucléaire iranien

L'accord sur le nucléaire de juillet 2015 est un événement historique qui ouvre une nouvelle séquence politique. Il est important de noter que ce dernier est un accord exclusivement nucléaire et que, dès le départ, les négociateurs ont choisi de ne pas traiter d'autres dossiers

tels ceux concernant Israël, la Syrie ou l'Irak, qui auraient très vraisemblablement fait éclater le groupe des négociateurs face à l'Iran. Le seul moyen de conserver l'unité du groupe était donc de se limiter au seul dossier nucléaire. On peut considérer que cet accord sera très certainement mis en œuvre car sa non-application serait rédhitoire pour l'équilibre régional. Des inquiétudes peuvent certes être formulées à propos des Etats-Unis, notamment quant à la politique qui sera initiée par le successeur de Barack Obama, dont on peut espérer qu'il, ou elle, ne cassera pas ce bel outil diplomatique. En ce qui concerne l'Iran, la levée des sanctions est indispensable pour sa relance économique. Toutefois, de réelles incertitudes existent quant aux deux élections prévues le 25 février 2016.

Des élections décisives en 2016

Les prochaines élections législatives, le 25 février 2016, constituent un enjeu essentiel pour Hassan Rohani, élu président à la surprise de nombreux observateurs en 2013, à l'issue d'une campagne axée sur un retour à la prospérité, sur l'ouverture politique et sur la question des droits de l'homme. Aujourd'hui, la population iranienne attend qu'il mette en œuvre ses promesses. Cependant, il ne dispose pas de la majorité au sein du parlement iranien, détenue par les conservateurs, hostiles à son égard et qui ont approuvé l'accord sur consigne du Guide suprême de la révolution, Ali Khamenei.

Bénéficiant d'un fort soutien au sein de la population, Hassan Rohani devrait remporter les élections législatives. Un élément important vient néanmoins brider les élections en Iran : l'intervention du Conseil des gardiens de la Constitution, qui sélectionne les candidats en fonction de leur degré estimé de loyauté à l'égard de la République islamique. Ainsi, de nombreux candidats réformateurs pourraient être écartés, car accusés de participer, ou d'avoir participé, aux « mouvements séditionnels », terme du régime pour désigner les manifestations de masse après l'élection présidentielle contestée de 2009. Il existe donc paradoxalement une véritable marge d'incertitudes quant à l'issue de ce prochain rendez-vous électoral.

Une seconde élection aura lieu le même jour, concernant l'Assemblée des experts, composée de 86 membres, religieux, élus, pour huit ans, au suffrage universel direct. Leur principale prérogative est d'élire le Guide suprême, voire de le révoquer s'il n'est plus en mesure de remplir ses fonctions. Malgré l'âge avancé d'Ali Khamenei, il est probable que son mandat soit renouvelé par l'Assemblée des experts prochainement élue.

En cas de victoire, Hassan Rohani verra incontestablement les conservateurs continuer à lui opposer des formes de résistance notamment pour ce qui concerne les lois en matière de droits politiques qui pourraient, par exemple, être invalidées par le Conseil des gardiens de la

Constitution. Un ancien président réformateur, très populaire, Mohammad Khatami, avait déjà subi ce scénario. Néanmoins, Hassan Rohani, par sa forte personnalité et sa fine connaissance des rouages de la République islamique possède des atouts réels et, parmi eux, à ce stade, la confiance du Guide.

L'Iran dans le prisme régional

L'ouverture sur l'extérieur reste un jeu très fluctuant en fonction de l'évolution des rapports de forces au sein même du système et de l'appareil d'Etat. Toutefois, il existe, dans la politique iranienne, quelques invariants, dont la nécessaire préservation de l'intégrité territoriale des pays de la région. Ainsi, c'est, aux yeux de Téhéran, singulièrement le cas pour l'Irak et la Syrie qui doivent en outre retrouver leurs équilibres, certes imparfaits, multiconfessionnels et multiethniques.

En Irak, le chaos créé par la disparition de Saddam Hussein joue toutefois en faveur de l'Iran avec la prise de contrôle du pays par la communauté chiite.

En Syrie, quelle que soit la personnalité à la tête du pays, l'Iran a pour objectif de ne pas abandonner le pouvoir aux mains des djihadistes et des fondamentalistes.

Le scénario le plus dangereux pour l'Iran serait la wahhabisation et la talibanisation de la région, comme cela fut le cas lorsque quand les talibans ont pris le pouvoir et que l'Afghanistan est tombé sous l'influence du wahhabisme. Le même scénario appliqué à l'Irak ou à la Syrie constitue une perspective insupportable pour l'Iran.

La relation turco-iranienne

Au début des printemps arabes, la Turquie apparaissait comme le modèle inspirant les évolutions en cours, ce qui induit en Iran une forme de jalousie à son égard. Aujourd'hui, la situation s'est inversée avec un modèle turc en difficulté sur les plans intérieur et extérieur, ce qui permet à Téhéran de regagner confiance dans son propre modèle.

Des lignes de frottement peuvent être soulignées entre les deux pays, particulièrement à propos de **la crise syrienne où l'Iran et la Turquie soutiennent des positions radicalement opposées**. De plus, il exista durant plusieurs années des tensions récurrentes concernant la politique à l'égard d'Israël en dépit de l'évolution des positions de la Turquie sur le sujet. L'appartenance de la Turquie à l'OTAN a également créé de vives tensions avec l'Iran, la Turquie ayant par exemple accepté que soit installé sur son sol un dispositif appartenant au bouclier anti-missile déployé par l'Alliance, dispositif dirigé principalement contre l'Iran.

Pour conclure, il faut souligner qu'en dépit des motifs de tensions entre les deux pays il existe une forte interdépendance. Il persiste une très grande circulation entre les populations et des relations économiques développées. La Turquie a largement apporté son aide à l'Iran lors de la phase difficile qu'il vient de traverser et la levée des sanctions encouragera probablement davantage le développement économique bilatéral. Il est donc significatif d'observer l'interaction de deux pays majeurs qui, à différents niveaux, se ressemblent beaucoup, coopérant sur un très grand nombre de sujets, mais se regardant encore en « chien de faïence » tout en restant indispensables à l'équilibre futur de la région.

Synthèse des thèmes abordés par Kadri Gürsel

La concurrence entre la Turquie et l'Iran n'est pas nouvelle et résulte du cadre régional. Historiquement, cette concurrence existait déjà entre les Byzantins et les Sassanides ou encore entre les Achéménides et les Grecs. Les Iraniens et les Turcs sont deux peuples proches ayant historiquement un long passé de voisinage.

La compartimentation des relations

Quelle que soit la nature des régimes des deux pays, la concurrence a toujours existé et persiste actuellement. Néanmoins, ils ont réussi à maîtriser leurs désaccords, notamment grâce à une forme de compartimentation de leurs relations, caractère essentiel de ces dernières. Jusqu'alors, cette constante a empêché d'hypothétiques dérapages. Le commerce, par exemple, n'a jamais cessé durant la guerre irako-iranienne entre 1980 et 1988. Aujourd'hui, il y a une forme d'état de guerre froide sous contrôle, comme le montre le dossier syrien où, malgré un désaccord radical, des relations assez fluides persistent entre les deux capitales. On peut en outre estimer que l'ouverture du marché iranien sera bénéfique à la Turquie qui est le premier acheteur de gaz iranien. Le commerce semble ainsi transcender les tensions.

Ainsi, la Turquie pourrait être le principal bénéficiaire de l'ouverture de l'Iran. *A contrario*, le retour de l'Iran sur les scènes régionale et internationale risque de rompre ce traditionnel équilibre au détriment de la Turquie et de la marginaliser sur le plan géopolitique.

La politique étrangère de la Turquie face au défi iranien

Deux périodes doivent être distinguées pour comprendre la politique récente de la Turquie au niveau régional.

L'année 2009 constitue le début de la première séquence d'analyse. Suite à sa nomination au poste de ministre des Affaires étrangères, Ahmet Davutoğlu met en place la politique de « zéro problème avec ses voisins ». Ankara cherche alors à se placer comme un acteur revendiquant une modification de l'ordre régional et international. Cette nouvelle posture s'exprime, par exemple, à travers les pourparlers avec l'Iran sur le dossier nucléaire et la déclaration tripartite - Iran, Turquie, Brésil - de mai 2010. Au cours des années 2009-2010, Ankara visait à servir ses intérêts à travers la vision de la nouvelle élite islamiste qui dirigeait, et dirige encore, le pays. Cette période a permis aux dirigeants turcs d'affirmer une ambitieuse politique internationale. La Turquie s'était ainsi opposée, au Conseil de sécurité des Nations unies, au renforcement des sanctions à l'encontre de l'Iran. Cependant, cette politique de « zéro problème » n'était pas soutenable et s'est finalement délitée.

Le début de la guerre en Syrie marque la deuxième séquence d'analyse de la politique étrangère récente de la Turquie. Les « printemps arabes » offraient aux nouvelles élites turques, le pensaient-elles, une occasion devenir incontournables. Cela passait par la perspective de la création d'une confédération des régimes liés aux Frères musulmans dans la région, incluant la Tunisie, l'Égypte, la Palestine, la Syrie, et dont la Turquie aurait été le leader. Mais le conflit en Syrie a rendu caduques ces perspectives. La Turquie s'est en effet retrouvée empêtrée dans une guerre de proximité avec pour objectif revendiqué la chute de Bachar Al-Assad, trouvant face à elle l'Iran comme protagoniste central du conflit.

Par ailleurs, la Turquie accepta, en 2010, le nouveau concept stratégique de l'OTAN formalisé au sommet de Lisbonne, prévoyant l'installation de radars de pré-alerte sur son sol, pour contrer la menace iranienne, envenimant automatiquement les relations avec Téhéran.

La politique de la Turquie à l'égard de la crise syrienne, l'alliance avec l'Arabie saoudite, le soutien à des groupes djihadistes ont ainsi marqué le déclin de la politique étrangère de l'AKP, qui a en outre entraîné de nombreux Etats, tels les Etats-Unis ou la Russie, à intervenir dans la région. La Turquie a créé, *de facto*, les conditions nécessaires à l'affirmation de Daech en Syrie en voulant à tout prix la chute du régime de Bachar Al-Assad. À cet égard, elle n'a pas fait de distinction dans son soutien aux forces rebelles, tout en négligeant par ailleurs sa sécurité frontalière et le défi constitué par la politique de recrutement des djihadistes sur son propre territoire.

L'émergence de l'Iran coïncide avec le déclin de l'influence de la Turquie

Le déclin de la politique étrangère turque est tous azimuts. Tout d'abord, vis-à-vis de l'Union européenne. Le régime de Recep Tayyip Erdoğan s'est diplomatiquement et politiquement

isolé et voit la perspective d'adhésion s'éloigner. Ensuite, les positions de la Turquie et des Etats-Unis se sont peu à peu éloignées sur plusieurs dossiers, bien qu'ils restent partenaires dans le cadre de la lutte contre Daech.

La politique étrangère de la Turquie, une continuité de sa politique intérieure et une nécessaire redéfinition

La politique actuelle des autorités politiques turques est une politique de polarisation du pays. Aujourd'hui, la célèbre doctrine d'Atatürk « *Paix dans le pays, paix dans le monde* » s'est transformée, sous le gouvernement de l'AKP, à « *Polarisation dans le pays, polarisation dans le monde* ». Elle possède de surcroît un caractère pro-sunnite, islamisant, voire islamiste, qui la pousse à s'allier avec des pays comme le Qatar ou l'Arabie Saoudite. L'économie et la paix sociale sont fragilisées en Turquie, ne lui permettant pas, dans la conjoncture actuelle, de concurrencer l'Iran.

Pour répondre au défi iranien, la Turquie doit redéfinir sa politique étrangère sans pour autant revenir à une approche purement sécuritaire de type guerre froide. En prenant en considération la nouvelle donne iranienne, la Turquie doit par exemple parvenir à coordonner intelligemment sa politique énergétique et recréer une politique de sécurité digne de ce nom. Or, la politique turque déployée actuellement en Syrie menace sa politique énergétique, puisque 20% de ses importations de gaz proviennent de l'Iran et près de 55% de la Russie.

La Turquie doit ré-institutionnaliser sa politique étrangère et abandonner la personnalisation trop marquée de cette dernière. Sa politique régionale se trouve actuellement dans les mains d'acteurs non rationaux, « coupables » d'obsessions idéologiques cristallisant de nombreux dangers. En procédant au rééquilibrage de sa politique étrangère, et en la rendant de ce fait prévisible, ce qui constitue une nécessité dans le domaine diplomatique, les alliés de la Turquie disposeront alors d'une meilleure visibilité sur ses intentions véritables.

La question de la laïcité

Pour contrer le défi iranien, la Turquie a besoin d'une politique étrangère laïque. Aujourd'hui, sa politique pro-sunnite, islamiste, voire néo-ottomane, n'est pas soutenable. De plus son discours a besoin d'être rééquilibré car il apparaît aujourd'hui comme la continuité de sa politique intérieure, induisant un langage dur, défiant et menaçant. Pour répondre à l'émergence iranienne la Turquie a besoin d'incarner les valeurs occidentales et les valeurs classiques de la modernité, comme la démocratie, les droits de l'homme, la liberté de la

presse. Or, actuellement, ce ne sont pas ces valeurs qu'Ankara projette dans la région. Elle prône à l'inverse le sectarisme, les valeurs pro-sunnites et l'islamisme, utilise une rhétorique pro-ottomane qui va jusqu'à prendre des relents messianiques si l'on s'en réfère aux discours de Recep Tayyip Erdoğan et de Ahmet Davutoğlu.

En conclusion, la Turquie doit viser la cessation des hostilités en Syrie plutôt que la chute du régime, elle doit mettre fin aux soutiens, militaire et logistique, des groupes djihadistes, et ce quelles que soient leurs affiliations respectives. Ankara doit rétablir ses liens avec l'Égypte, normaliser ses relations avec Israël et renoncer à toute approche sectaire dans la région au profit des valeurs classiques de la modernité. La question de l'adhésion à l'Union européenne doit également être relancée ainsi que la recherche d'un règlement de la question chypriote. Enfin, sur le plan national la Turquie se doit de retourner à la table des négociations avec le mouvement kurde pour empêcher toute instrumentalisation du PKK contre la Turquie par l'Iran ou la Russie. Le régime de Recep Tayyip Erdoğan peut-il atteindre ces objectifs, peut-il se doter de meilleurs atouts pour relever le défi iranien ? Aujourd'hui la réponse est probablement négative. Pour Kadri Gürsel, il faudrait un changement de régime en Turquie pour répondre aux évolutions régionales.

Synthèse des débats

Visite d'Angela Merkel à Istanbul et relance du processus d'adhésion à l'Union européenne

L'accord entre la Turquie et l'Union européenne n'existe pas. Il n'y a pas la base nécessaire pour que les pistes de coopération évoquées sur le dossier des réfugiés puissent se concrétiser. On parle de trois milliards d'euros pour soutenir la Turquie, mais ce sont des gouvernements nationaux qui devront payer cette contribution. Lesquels y sont prêts ? La relance des négociations a été évoquée, mais sans aucune décision précise sur l'ouverture, et la fermeture, de nouveaux chapitres dans le dossier d'adhésion.

La visite d'Angela Merkel a donc été effectuée pour tenter de parer aux besoins urgents de l'Union européenne, mais il n'est pas certain qu'elle ait pu servir les intérêts de R. T Erdoğan. Il faut en réalité d'abord commencer par régler le problème chypriote à l'égard duquel la Turquie devrait faire preuve de plus de souplesse. Sur le plan interne, les principaux partis devraient pouvoir se mettre autour d'une table pour établir des coalitions susceptibles de

répondre aux défis de la conjoncture. Enfin, la Turquie devrait fluidifier les relations avec ses voisins régionaux qui ont objectivement besoin d'elle pour rétablir la paix en Syrie ou pour accélérer le processus de réintégration de l'Iran.

La souhaitable laïcisation de la politique étrangère de la Turquie

La laïcisation de la politique intérieure et étrangère permettrait de ne pas faire de distinction entre les communautés et de ne pas mener une politique « d'apartheid » à l'égard des alévis, exclus du système politique et institutionnel turc. La laïcité est nécessaire pour stopper ces dérives génératrices de conflits internes. Aujourd'hui, trois grandes failles divisent et affaiblissent la Turquie. La première faille oppose les islamistes et les sécularistes, la seconde les sunnites et les alévis et la troisième les Turcs aux Kurdes. Les deux premières peuvent être réglées par le rétablissement de l'État laïc en Turquie.

L'Iran n'est pas une menace mais un défi, au regard de l'état actuel de la politique étrangère de la Turquie, qui est aujourd'hui isolée et prise au piège des politiques qu'elle a elle-même initiées. Mener une politique équilibrée, réaliste, basée sur des valeurs laïques devrait constituer aujourd'hui, pour elle, une nécessité.

La Syrie dispose d'une profondeur stratégique en Turquie notamment avec la présence de populations alévis anatoliennes et arabes alaouites. Toutefois, l'idée d'une solidarité chiite incluant les alévis et les alaouites n'est en réalité pas essentiellement d'ordre religieux mais davantage politique. Ce paramètre instaure une sorte d'effet boomerang qu'il faut néanmoins parvenir à contrôler.

La Turquie doit remettre en œuvre une laïcité moderne, démocratique et non pas une laïcité de type kémaliste qui, il est vrai, a contribué à générer un certain revanchisme islamiste.

Vers quelles évolutions l'Iran se dirige-t-il ?

Il est vrai que l'Iran a conjoncturellement nombre d'atouts à faire valoir, mais encore doit-il les incarner et les développer pour faire face à ses propres contradictions. Sur la question de la laïcisation, l'Iran devra développer son propre modèle. L'Iran évolue de plus en plus vers une société postislamique avec une population tendanciellement tournée vers les modèles occidentaux, particulièrement sur le plan sociétal. À cet égard, par exemple, le taux de fécondité est aujourd'hui en dessous de deux enfants par femme, contre près de six en 1979. Le caractère autoritaire du régime est de plus en plus contesté et la population a désormais conscience de sa capacité à faire bouger les lignes.

Sur le plan extérieur, l'Iran se targue d'incarner une analyse et un langage rationnels. L'Iran préfère être entouré de sociétés laïques au sens de la cohabitation paisible de l'ensemble des communautés. Les chiïtes sont minoritaires au niveau régional et ont donc tout intérêt à ne pas prôner le multiculturalisme et/ou l'intolérance, mais au contraire l'œcuménisme. Il est symptomatique de considérer que les « autorités » sunnites considèrent que les chiïtes sont des mécréants alors que l'inverse n'est pas vrai.

Les critiques envers la Turquie formulées dans les médias occidentaux sont-elles dues à son affirmation dans un monde post-américain ?

Jusqu'aux débuts de l'onde de choc qui traverse le Moyen-Orient, la politique extérieure de la Turquie et ses multiples initiatives étaient non seulement l'expression de son affirmation, mais, d'une façon plus générale, celle des nouveaux paradigmes qui structurent les relations internationales.. Désormais, il y a une aspiration à ce que les différents États prennent leurs responsabilités et soient en situation de développer les initiatives correspondant à leurs propres intérêts. Le temps où quelques États occidentaux dictaient leurs règles au reste du monde est terminé. C'est dans ce sens qu'il faut tenter de comprendre la politique extérieure de la Turquie. Ceux qui s'inquiétaient de la multiplication des initiatives régionales d'Ankara avaient tort, car les relations internationales ne sont pas un jeu à somme nulle. Ce n'est pas parce qu'à un certain moment la Turquie développait de nombreuses initiatives politiques, économiques, culturelles ou énergétiques en direction du Moyen-Orient qu'elle abandonnait pour autant ses alliances traditionnelles. Mais il faut distinguer la période de la conjoncture politique. Aujourd'hui la conjoncture est mauvaise. Si le tableau de la situation régionale de la Turquie est plutôt sombre, puisqu'elle se retrouve partiellement isolée, il faut cependant souligner que cette posture est totalement réversible car la région a besoin de la Turquie. Qu'on le veuille ou non, et en dépit des erreurs qui ont été commises, la Turquie de par sa position géographique, de par son histoire, sa population ou son économie reste indispensable aux équilibres régionaux.

L'examen du dossier syrien permet de comprendre les erreurs à répétition de la Turquie au cours des dernières années. Historiquement, les relations entre la Syrie et la Turquie furent longtemps exécrables (Sandjak d'Alexandrette, question de l'eau, question kurde, opposition durant la Guerre froide). Mais, à partir des années 2003-2004, il y eut un spectaculaire rapprochement entre les deux pays. On a assisté à une multiplication des accords économiques, à la multiplication des visites politiques de très haut niveau. On a également observé un début de reconnexion des économies syriennes et turques notamment à l'est de la

Turquie. Avec le début du mouvement de contestation en 2011, les relations se sont dégradées. Après de nombreuses tentatives de missions de bons offices auprès du régime syrien au cours du printemps, un tournant radical est opéré durant l'été 2011 qui cristallise la volonté inébranlable de Recep Tayyip Erdoğan de faire tomber le régime de Bachar Al-Assad. Depuis lors, cet objectif a sans cesse été réaffirmé en dépit des évolutions problématiques des rapports de force au sein du chaos syrien. A ce titre, il est préoccupant que la Turquie, dans la conjoncture actuelle, soit incapable de comprendre les dynamiques à l'œuvre dans un pays frontalier. La légitime prétention des dirigeants turcs à influencer le cours des évolutions régionales a ainsi été dilapidée à cause de leurs erreurs d'appréciation à répétition, notamment sur le dossier syrien.

Le Moyen-Orient : théâtre d'une guerre par procuration

L'équilibre de la région reviendra seulement si l'Iran, la Turquie et l'Arabie Saoudite parviennent à s'entendre. Il a parfois été dit, sans réelle conviction, qu'il existait une compétition entre ces trois pays pour le rétablissement du califat afin d'exercer leur ascendant sur le monde musulman. Si on peut légitimement douter de ce type d'assertion, il est cependant loisible de constater qu'une guerre par procuration se déroule désormais en Syrie entre ces trois pays et non plus dans le Golfe, autrefois théâtre d'affrontements notamment pendant la guerre Irak-Iran. On a ainsi l'impression que les pays arabes du Golfe sont marginalisés par les tensions qui se concentrent désormais en Irak et en Syrie.

Bien que pour comprendre le jeu des acteurs régionaux dans la guerre syrienne, les éléments géopolitiques apparaissent essentiels, il n'en demeure pas moins que le facteur confessionnel est perceptible. On a l'impression que l'Arabie saoudite recherche la protection de la Turquie contre l'Iran, ce qui pourrait constituer un nouvel axe stratégique.

L'Iran dans l'espace eurasiatique

Au regard d'une carte géographique, l'intérêt de Téhéran pour l'Asie centrale peut apparaître évident, mais la réalité est fort différente. Les Iraniens préfèrent se tourner vers la Méditerranée, le Moyen-Orient et le Levant et ne manifestent pas de véritable intérêt pour l'espace eurasiatique. Une exception est tout de même observée pour ce qui concerne l'Afghanistan qui constitue une prolongation incontestable du monde persan. Une compétition entre l'Iran et la Turquie dans cet espace n'est pas manifeste.

BIOGRAPHIE DES INTERVENANTS

François Nicoullaud est ancien ambassadeur de France à Téhéran. Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'École nationale d'administration, il a poursuivi de 1964 à 2005 une carrière diplomatique, qui l'a amené à New York, au Chili, à Berlin, à Bombay, puis Budapest et Téhéran en tant qu'ambassadeur. Au ministère des Affaires étrangères, il a été en charge des questions atomiques et spatiales, ainsi que de l'action culturelle et du développement. Il a également siégé au sein du ministère de l'Intérieur en tant que conseiller diplomatique de Pierre Joxe et au ministère de la Défense comme son directeur de cabinet.

Depuis 2005, il est actif en tant qu'analyste de politique internationale sur l'Iran et son environnement, ainsi que sur les questions de prolifération nucléaire et de désarmement. Il est l'auteur de nombreux articles parus dans la presse, dans des revues et dans des ouvrages collectifs. Il intervient dans de nombreux médias concernant ces questions. En 2006, il publie « Le Turban et la Rose, journal inattendu d'un ambassadeur en Iran ».

Kadri Gürsel, ancien éditorialiste du quotidien turc *Milliyet*, est aujourd'hui journaliste-chroniqueur au journal *Diken.com.tr* et *al-Monitor*.

Journaliste depuis 1986, il s'est spécialisé sur la politique extérieure de la Turquie, les défis kurdes, ainsi que l'évolution de l'islam politique en Turquie et ses impacts nationaux et régionaux.

Avant de devenir chroniqueur à temps complet, il fut, entre 1999 et 2007, éditeur chargé du bureau des questions internationales au *Milliyet*.

Il fut aussi le correspondant local de l'*Agence France-Presse* à Istanbul pendant 5 ans (1993-1997). Durant cette période, il fut kidnappé par le PKK en 1995 au Sud-Est de la Turquie. Il a relaté cette mésaventure, qui s'est prolongée pendant 26 jours, dans le livre intitulé « Dağdakiler » (Ceux des montagnes), publié en 1996. Le livre contient des observations et analyses de première main sur la vie quotidienne du PKK, sa lutte armée et sa pensée.

Il préside également le Comité national turc de l'Institut international de la presse.

Liste des participants

Bastien Alex
Chercheur, IRIS

Nevzat Arslan
Premier conseiller, Ambassade de Turquie à Paris

Serap Atan
Directrice, TÜSIAD

Inessa Baban
Docteur, IRSEM

Marc Bernardin
Président, Association « Comité France-Turquie »

Didem Bora Ozler
Coordinatrice, Institut du Bosphore

Halima Bouferrou
Consultante indépendante

Anne Brouard
Chargée de mission, Département des relations bilatérales Nord, Direction générale des relations internationales et de la stratégie, ministère de la Défense

Samuel Carcanague
Chercheur, IRIS

Aurélie Carton
Journaliste, *Amnesty International*

Julien Cécillon
Diplomate, ministère des Affaires étrangères et du Développement international

Nevzat Ceylan
Président Fondateur, Fédération des Entrepreneurs Franco-Turcs (FEDIF)

Daniel Cirera
Secrétaire général du Conseil scientifique, Fondation Gabriel Péri

Jean-Marie Demaldent
Professeur émérite de science politique, Université Paris Ouest Nanterre

Florencia Diaz
Stagiaire, ambassade du Mexique à Paris

François Dopffer

Ancien ambassadeur de France en Turquie

Kianoch Dorrani

Centre d'Analyse, de Prévision et de Stratégie, ministère des Affaires étrangères et du Développement international

Arnaud Erbin

Directeur International, ENGIE

Mehmet Erdem

Responsable projet, Plateforme de Paris

Jean-Claude Fuster

Administrateur, Section de l'Economie et des Finances, CESE

Christo Goutev

Conseiller, ambassade de Bulgarie à Paris

Joëlle Hazard

Journaliste

Ismail Kocpinar

Chargé de projets, Fédération des Entrepreneurs Franco-Turcs (FEDIF)

David Kugler

Etudiant, IRIS Sup'

David Lamoisson-Chatre

Fonctionnaire, ministère de l'Intérieur

Jacqueline Madrelle

Collaboratrice parlementaire de Philippe Madrelle

Alexandre Minet

Coordinateur du secteur International, Fondation Jean-Jaurès

Patrice Moyeuve

Général de brigade aérienne 2S, ministère de la Défense

Paul Ottenat

Assistant de recherche, IRIS

Alperen Özdemir

Représentant à Bruxelles, MÜSIAD

Florian Pradier

Assistant de recherche, IRIS

Mathieu Robiquet

Collaborateur parlementaire de Pierre Lellouche

Ercan Saribasak

Deuxième secrétaire, ambassade de Turquie à Paris

Nihat Sarier

Président, Plateforme de Paris

Françoise Sellier

Chargée de mission, ministère de la Défense

Eloïse Senkur

Etudiante, Sorbonne Paris 1

Dogan Sumar

Membre du Comité France-Turquie

Arnaud Tacer

Assistant service communication, IRIS

Arthur du Tertre

Collaborateur parlementaire de Véronique Besse

Deniz Ünal

Economiste, Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales (CEPII)

Yafes Uyarci

Directeur, Centre d'Etude et de Réflexion sur le Hizmet

Aprilia Viale

Etudiante, IRIS Sup'

Pierre Wyss

Fonctionnaire, Préfecture de Police de Paris

Mehmet Yilmaz

Secrétaire Général, Fédération des Entrepreneurs Franco-Turcs (FEDIF)

Ozan Yigitkeskin

Editeur, Acturca